



Parti Canadien du Québec

ENTRE REVENDICATION IDENTITAIRE ET INOPÉRABILITÉ JURIDIQUE :

EXAMEN CRITIQUE DU PROJET DE LOI N°1

Évaluation de la validité juridique et de l'efficacité normative du
projet de loi constitutionnelle de 2025 sur le Québec

SOU MIS À : Assemblée nationale du Québec - Commission des institutions

PAR : Parti canadien du Québec

Coordonnées :

Me Jonathan Sommer

Membre du conseil d'administration, Parti canadien du Québec – Avocat (Ontario)

c.p. 24517, Brossard CP Rome, QC J4W 3K9

Me Audrey Baillairgé

Membre du conseil d'administration, Parti canadien du Québec – Avocate (Québec)

LE LUNDI 24 NOVEMBRE 2025

Le présent document est soumis dans le cadre des consultations particulières sur le projet de loi n°1 - projet de loi constitutionnelle de 2025 sur le Québec.



**ENTRE REVENDICATION IDENTITAIRE ET INOPÉRABILITÉ JURIDIQUE :
EXAMEN CRITIQUE DU PROJET DE LOI N°1**

Évaluation de la validité juridique et de l'efficacité normative du
projet de loi constitutionnelle de 2025 sur le Québec

I. RÉSUMÉ EXÉCUTIF.....	4
II. INTRODUCTION.....	4
III. INCOHÉRENCES STRUCTURELLES DU PROJET DE LOI.....	5
IV. ATTEINTES AUX DROITS DES MINORITÉS AUTOCHTONES ET ANGLOPHONES.....	5
V. EFFETS NÉGATIFS SUR LES CITOYENS FRANCOPHONES.....	7
VI. CONFLITS AVEC LES PRINCIPES DÉMOCRATIQUES.....	8
VII. DIMENSION RÉVISIONNISTE ET IDENTITAIRE.....	9
VIII. RECOMMANDATIONS.....	10
IX. CONCLUSION.....	11
BIBLIOGRAPHIE.....	12

I. RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Le projet de loi n°1 (*Loi sur la Constitution du Québec*) constitue l'initiative constitutionnelle la plus ambitieuse du Québec depuis la Loi 101. Il prétend établir une « Constitution du Québec » disposant d'une suprématie juridique provinciale, redéfinissant l'identité constitutionnelle du Québec, limitant le contrôle judiciaire, réorganisant les recours constitutionnels et modifiant la structure institutionnelle du pouvoir public.

Toutefois, une analyse approfondie révèle que le projet de loi excède largement les pouvoirs constitutionnels reconnus au Québec en vertu de la Loi constitutionnelle de 1867, de la Loi constitutionnelle de 1982 et de la jurisprudence constante de la Cour suprême du Canada. Il contredit non seulement la hiérarchie constitutionnelle canadienne, mais affaiblit également les droits fondamentaux, l'indépendance judiciaire, l'accès aux recours constitutionnels et le respect dû aux droits autochtones.

Sur le plan institutionnel, le projet de loi met en place un modèle de gouvernance qui subordonne les individus - francophones, anglophones, autochtones ou allophones - à une logique étatique d'affirmation linguistique et identitaire, en contradiction avec les principes fondamentaux du constitutionnalisme canadien, du libéralisme politique et de la démocratie moderne.

Au regard de ces enjeux, le Parti Canadien du Québec recommande que le projet de loi n°1 soit rejeté dans sa forme actuelle.

II. INTRODUCTION

Le projet de loi n°1 vise à constitutionnaliser plusieurs principes identitaires, linguistiques et institutionnels, dont la primauté du français, une hiérarchie interprétative contraignante des lois québécoises, un pouvoir d'amendement provincial autonome, une restructuration du contrôle judiciaire, ainsi que la création d'un nouveau Conseil constitutionnel relevant de l'exécutif.

Ce mémoire analyse la compatibilité du projet avec les cadres normatifs existants :

- la Constitution du Canada ;
- la Charte canadienne des droits et libertés ;
- la Charte québécoise des droits et libertés de la personne ;
- le partage des compétences (art. 91–92 L.C. 1867) ;
- la jurisprudence constitutionnelle fondamentale ;
- les droits autochtones (art. 35 et Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones).

Il démontre que le projet de loi repose sur une approche où la protection du français devient une justification pour étendre le pouvoir étatique tout en réduisant les contrepoids institutionnels et démocratiques.

Le présent mémoire ne vise pas à remettre en cause l'importance de la langue française, mais à évaluer la conformité juridique, institutionnelle et démocratique du projet de loi.

III. INCOHÉRENCES STRUCTURELLES DU PROJET DE LOI

1. *Suprématie constitutionnelle et hiérarchie juridique*

Le projet de loi affirme la suprématie d'une « Constitution du Québec » (art. 2), en contradiction directe avec l'article 52 de la Loi constitutionnelle de 1982 qui consacre la Constitution du Canada comme loi suprême. La jurisprudence (notamment *Renvoi sur la sécession du Québec*, par. 72 et *Ontario Hydro c. Ontario*) confirme que les provinces ne peuvent modifier cette hiérarchie. La disposition proposée est donc *ultra vires*.

2. *Atteinte à l'indépendance judiciaire*

Le projet impose aux tribunaux une méthode d'interprétation privilégiant l'intention du législateur québécois et la « perspective identitaire » de l'État. Une telle directive contredit les garanties constitutionnelles associées à l'article 96 L.C. 1867 et à la jurisprudence sur l'indépendance des juges (*Renvoi sur la rémunération des juges*), qui interdit au législateur de dicter le raisonnement judiciaire.

3. *Auto-modification constitutionnelle*

Le projet reconnaît au Québec un pouvoir unilatéral d'amendement qui excède la portée reconnue par les articles 41 et 43 L.C. 1982. La Cour suprême (*Renvoi sur la réforme du Sénat*) confirme que les provinces ne peuvent reformuler unilatéralement des éléments constitutionnels touchant à la fédération, aux droits linguistiques ou à l'architecture judiciaire.

4. *Hiérarchie incohérente des droits fondamentaux*

En consacrant une supériorité normative au français et à certains principes identitaires, le projet introduit une hiérarchie de droits contraire à la Charte québécoise (arts. 3 à 10) et à la jurisprudence canadienne (dont *Multani* et *S.L.*).

IV. ATTEINTES AUX DROITS DES MINORITÉS AUTOCHTONES ET ANGLOPHONES

Le projet de loi n° 1 fragilise de manière significative les droits linguistiques, religieux et autochtones en :

- imposant une interprétation linguistique obligatoire et auto-validante ;
- limitant la capacité institutionnelle de contester une loi ou un acte de l'État ;

- créant une responsabilité personnelle pour les dirigeants autorisant des recours judiciaires ;
- omettant la consultation autochtone malgré son caractère constitutionnellement obligatoire (*Haida Nation*).

Ces mesures contreviennent notamment aux articles 23 et 24(1) de la Charte canadienne, ainsi qu'à la jurisprudence relative aux droits autochtones protégés par l'article 35.

1. *Exclusivité linguistique et clauses d'auto-justification*

Le projet de loi n° 1 proclame le français comme « seule langue commune et officielle » et prévoit que toute loi invoquant la Charte de la langue française est réputée conforme.

Cette présomption de constitutionnalité automatique contrevient à la jurisprudence :

- *Ford c. Québec* — obligation de contrôle judiciaire ;
- *Doucet-Boudreau* — nécessité d'assurer l'effectivité réelle des droits linguistiques des minorités.

2. *Obstacles au contrôle judiciaire*

Le projet interdit aux organismes publics - y compris les commissions scolaires anglophones et les établissements de santé - de financer des contestations constitutionnelles. De plus, les administrateurs peuvent être personnellement tenus responsables s'ils autorisent de telles démarches.

Ces mesures compromettent :

- l'article 24(1) de la Charte — droit à un recours effectif ;
- l'accès à la justice ;
- la légitimité institutionnelle ;
- la reddition de comptes démocratique.

3. *Droits autochtones et souveraineté*

Le projet de loi n° 1 affirme :

- l'indivisibilité du Québec ;
- la possibilité d'une autodétermination unilatérale par 50 % + 1 ;
- sans obtention ni recherche du consentement des nations autochtones.

Cette approche contrevient :

- aux droits constitutionnels protégés par l'article 35 ;
- aux engagements de la DNUDPA (L.C. 2021, ch. 14) ;

- à l'obligation de consultation confirmée dans *Haida Nation*.

4. *Liberté religieuse et expression culturelle*

La hiérarchisation normative accordée à la laïcité et à la conformité linguistique entraîne des effets disproportionnés sur :

- les minorités visibles ;
- les peuples autochtones ;
- les minorités religieuses.

La Cour suprême a rejeté toute approche permettant de diminuer la portée de la liberté religieuse au profit d'une valeur étatique prédominante (*Multani*).

V. EFFETS NÉGATIFS SUR LES CITOYENS FRANCOPHONES

Le projet ne protège pas les francophones : il les isole. En limitant l'apprentissage des langues et en réduisant les recours judiciaires, il affaiblit :

- l'accès aux opportunités économiques, culturelles et internationales ;
- la capacité de contester les actions de l'État ;
- la pluralité sociale essentielle à la vitalité du français.

1. *Réduction des recours judiciaires*

Les modifications apportées au Code de procédure civile compromettent :

- l'accès aux injonctions ;
- la contestation des actes étatiques ;
- la possibilité d'obtenir des déclarations d'invalidité efficaces.

Cette approche contrevient à la jurisprudence de la Cour suprême, notamment *Crevier*, *Schachter* et *Doucet-Boudreau*.

2. *Concentration du pouvoir législatif*

La création d'un Conseil constitutionnel nommé par l'exécutif, sans possibilité de dissidence, évoque le modèle français sans en reproduire les garanties d'indépendance.

Cela contrevient aux principes établis dans *Elliott c. Alberta* et *Valente*, reconnaissant que l'indépendance judiciaire est essentielle au maintien de l'État de droit.

3. *Affaiblissement de la responsabilité institutionnelle*

La responsabilité personnelle imposée aux administrateurs autorisant des recours constitutionnels porte atteinte :

- à la liberté d'expression (art. 2b) ;
- à la participation démocratique ;
- à la capacité des institutions publiques de remplir pleinement leur mandat de reddition de comptes.

4. *Préjudices économiques et culturels*

La restriction de l'apprentissage des langues étrangères nuit directement aux francophones en :

- réduisant les possibilités professionnelles et économiques ;
- limitant les échanges internationaux ;
- appauvrissant la diversité culturelle ;
- affaiblissant la capacité d'évolution dans une économie mondialisée.

Paradoxalement, cet isolement linguistique peut contribuer à fragiliser la vitalité du français, plutôt qu'à la protéger.

VI. CONFLITS AVEC LES PRINCIPES DÉMOCRATIQUES

Le projet de loi réduit ou compromet :

- la reddition de comptes ;
- le droit de contester les actions gouvernementales ;
- la transparence institutionnelle ;
- l'expression de la dissidence ;
- l'équilibre des pouvoirs.

Ces reculs sont incompatibles avec le constitutionnalisme canadien et le *Renvoi sur la sécession*, qui exige notamment la protection des minorités et la négociation dans tout processus de transformation constitutionnelle.

1. *Accès à la justice*

Les restrictions aux contestations publiques contreviennent :

- au principe de la primauté du droit (arrêt *Manitoba Language Rights*) ;
- aux attentes constitutionnelles liées à l'art. 96.

2. *Indépendance judiciaire*

L'exigence d'unanimité au Conseil constitutionnel viole les principes de transparence et d'indépendance établis dans *Valente*.

3. *Libertés d'expression et d'association*

Les clauses « déclaratoires de conformité » sapent :

- la liberté d'expression (2b) ;
- la liberté d'association (2d) ;
- la protection de l'expression collective (*Mounted Police Association*).

4. *Autodétermination et droits des minorités*

La règle du 50 % + 1 pour l'indépendance contredit le *Renvoi sur la sécession*, qui exige :

- négociation ;
- respect des minorités ;
- prise en compte des droits autochtones ;
- continuité constitutionnelle.

5. *Atteinte aux principes démocratiques fondamentaux*

Le projet de loi n° 1 mine :

- le débat public ;
- la dissidence ;
- les contre-pouvoirs ;
- la reddition de comptes ;
- le pluralisme démocratique.

VII. DIMENSION RÉVISIONNISTE ET IDENTITAIRE

En décrivant le Canada comme une « association d'États autonomes », en rejetant implicitement le multiculturalisme et en minimisant la pluralité historique du Québec, le projet de

loi réécrit l'histoire constitutionnelle, sociale et démographique. Cette approche est incompatible avec la réalité d'un Québec pluraliste, autochtone, multilingue et diversifié.

VIII. RECOMMANDATIONS

À la lumière des enjeux juridiques, démocratiques et sociaux identifiés, le Parti canadien du Québec formule les recommandations suivantes :

1. Rejet du projet de loi n° 1 dans sa forme actuelle.

Le projet excède les compétences provinciales et porte atteinte à la structure constitutionnelle du Canada.

2. Respect de la hiérarchie constitutionnelle canadienne.

La suprématie reconnue à la Constitution du Canada ne peut être modifiée unilatéralement par une législature provinciale.

3. Protection des droits fondamentaux sans hiérarchie identitaire.

La protection du français doit demeurer compatible avec les droits individuels reconnus aux citoyens.

4. Maintien d'un accès réel aux recours judiciaires.

Aucune loi ne devrait restreindre le droit de contester les actions de l'État devant les tribunaux.

5. Respect des droits autochtones et des obligations de consultation.

Toute réforme constitutionnelle ou identitaire doit intégrer les droits issus de l'article 35 et de la Déclaration des Nations Unies.

6. Refus de la subordination institutionnelle du judiciaire à l'exécutif.

L'indépendance judiciaire doit demeurer au cœur de l'État de droit québécois et canadien.

7. Promotion d'une approche constitutionnelle pluraliste et inclusive.

L'avenir du Québec ne peut se construire qu'en reflétant la diversité réelle de sa population et son histoire.

IX. CONCLUSION

Le projet de loi n° 1 ne constitue pas une simple affirmation symbolique : il vise à reconfigurer l'ordre constitutionnel québécois et canadien en consolidant une conception étatique centralisée de l'identité linguistique dont les fondements juridiques ne résisteraient probablement pas à un contrôle judiciaire. Il affaiblit les droits, les institutions, les garanties démocratiques et la pluralité fondamentale qui caractérisent le Québec.

Dans cette perspective, le Parti canadien du Québec recommande que l'Assemblée nationale rejette le projet de loi n° 1.

Le Parti canadien du Québec demeure disponible pour présenter ces conclusions en audience publique.



BIBLIOGRAPHIE

Association de la police montée de l'Ontario c. Canada (Procureur général), CSC [2015] 1 RCS 3

Affaire relative à la réforme du Sénat, CSC [2014] 1 RCS 704

Charte canadienne des droits et libertés, partie I de la Loi constitutionnelle de 1982, annexe B de la Loi de 1982 sur le Canada (R.-U.), 1982, c. 11, art. 91(24)

Constitution Act 1867, 30 & 31 Victoria, c. 3 (R.-U.) → Loi constitutionnelle de 1867, 30 & 31 Victoria, c. 3 (R.-U.)

Loi constitutionnelle de 1867, art. 91–92 et 96

Loi constitutionnelle de 1982, art. 52.1

Crevier c. A.G. Québec et al., CSC [1981] 2 RCS 220

Doucet-Boudreau c. Nouvelle-Écosse (Ministre de l'Éducation), CSC [2003] 3 RCS 3

Ell c. Alberta, CSC [2003] 1 RCS 857

Ford c. Québec (P.G.), CSC [1988] 2 RCS 712

Haida Nation c. Colombie-Britannique (Ministre des Forêts), CSC [2004] 3 RCS 511

Hydro-Ontario c. Ontario (Commission des relations de travail), CSC [1993] 3 RCS 327

Loi sur la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, L.C. 2021, c. 14

Multani c. Commission scolaire Marguerite-Bourgeoys, CSC [2006] 1 RCS 256

Quebec Constitution Act, 2025, Bill 1, 2e sess., 43e lég., Québec, 2025, art. 2 → Loi constitutionnelle du Québec 2025, projet de loi n° 1, art. 2

Projet de loi n° 1, Loi constitutionnelle du Québec 2025, 2e sess., 43e lég., Québec, 2025, art. 41, 43

RJR-MacDonald Inc. c. Canada (Procureur général), CSC [1995] 3 RCS 199

Référence relative à la rémunération des juges, CSC [1997] 3 RCS

Référence relative à la sécession du Québec, CSC [1998] 2 RCS 217, par. 72

Re Manitoba Language Rights, CSC [1985] 1 RCS 721 → Renvoi relatif aux droits linguistiques au Manitoba, CSC [1985] 1 RCS 721

Schachter c. Canada, CSC [1992] 2 RCS 679

S.L. c. Commission scolaire des Chênes, CSC [2012] 1 RCS 235

Valente c. La Reine, CSC [1985] 2 RCS 673





**BETWEEN IDENTITY CLAIMS AND LEGAL INOPERABILITY:
A CRITICAL EXAMINATION OF BILL 1**

Assessment of the legal validity and normative effectiveness of the
2025 Quebec constitutional bill

SUBMITTED TO: National Assembly of Quebec – Committee on Institutions

BY: Canadian Party of Quebec

Coordonnées :

Me Jonathan Sommer

Board Member, Canadian Party of Quebec – Lawyer (Ontario)

c.p. 24517, Brossard CP Rome, QC J4W 3K9

Me Audrey Baillairgé

Board Member, Canadian Party of Quebec – Lawyer (Quebec)

NOVEMBER 24, 2025

This document is submitted as part of the special consultations on Bill 1 – the 2025 Quebec constitutional bill.

**BETWEEN IDENTITY CLAIMS AND LEGAL INOPERABILITY:
A CRITICAL EXAMINATION OF BILL 1**

Assessment of the legal validity and normative effectiveness of the
2025 Quebec constitutional bill

I. EXECUTIVE SUMMARY.....	4
II. INTRODUCTION.....	4
III. STRUCTURAL INCONSISTENCIES OF THE BILL.....	5
IV. IMPACT ON INDIGENOUS AND ANGLOPHONE MINORITY RIGHTS.....	5
V. NEGATIVE EFFECTS ON FRANCOPHONE CITIZENS.....	7
VI. CONFLICTS WITH DEMOCRATIC PRINCIPLES.....	8
VII. REVISIONIST AND IDENTITY-BASED DIMENSION.....	9
VIII. RECOMMENDATIONS.....	9
IX. CONCLUSION.....	10
BIBLIOGRAPHY.....	11

I. EXECUTIVE SUMMARY

Bill 1 (Quebec Constitution Act) represents the most ambitious constitutional initiative in Quebec since Bill 101. It purports to establish a “Constitution of Quebec” with provincial legal supremacy, redefining Quebec’s constitutional identity, limiting judicial oversight, reorganizing constitutional remedies, and altering the institutional structure of public authority.

However, a thorough analysis shows that the bill significantly exceeds the constitutional powers recognized in Quebec under the Constitution Act, 1867, the Constitution Act, 1982, and the consistent jurisprudence of the Supreme Court of Canada. It not only contradicts the Canadian constitutional hierarchy but also undermines fundamental rights, judicial independence, access to constitutional remedies, and respect for Indigenous rights.

At the institutional level, the bill establishes a governance model that subordinates individuals - Francophones, Anglophones, Indigenous peoples, or allophones - to a state-driven logic of linguistic and identity affirmation, in contradiction with the core principles of Canadian constitutionalism, political liberalism, and modern democracy.

In light of these issues, the Canadian Party of Quebec recommends that Bill 1 be rejected in its current form.

II. INTRODUCTION

Bill 1 aims to constitutionalize several identity-based, linguistic, and institutional principles, including the primacy of French, a binding interpretative hierarchy for Quebec laws, an autonomous provincial amendment power, a restructuring of judicial oversight, and the creation of a new Constitutional Council accountable to the executive.

This brief analyzes the compatibility of the bill with existing normative frameworks:

- the Constitution of Canada;
- the Canadian Charter of Rights and Freedoms;
- the Quebec Charter of Human Rights and Freedoms;
- the division of powers (arts. 91–92, Constitution Act, 1867);
- fundamental constitutional jurisprudence;
- Indigenous rights (art. 35 and the United Nations Declaration on the Rights of Indigenous Peoples).

It demonstrates that the bill adopts an approach in which the protection of French serves as a justification to expand state power while reducing institutional and democratic checks and balances.

This brief does not seek to question the importance of the French language but aims to assess the bill’s legal, institutional, and democratic conformity.

III. STRUCTURAL INCONSISTENCIES OF THE BILL

1. *Constitutional supremacy and legal hierarchy*

The bill asserts the supremacy of a “Constitution of Quebec” (art. 2), in direct contradiction with section 52 of the Constitution Act, 1982, which establishes the Constitution of Canada as the supreme law. Jurisprudence (notably Reference re Secession of Quebec, para. 72, and Ontario *Hydro v. Ontario*) confirms that provinces cannot alter this hierarchy. The proposed provision is therefore *ultra vires*.

2. *Undermining judicial independence*

The bill directs courts to adopt an interpretative method prioritizing the intention of the Quebec legislature and the state’s “identity perspective.” Such a directive contradicts constitutional guarantees under section 96 of the Constitution Act, 1867, and the jurisprudence on judicial independence (Reference re *Remuneration of Judges*), which prohibits the legislature from dictating judicial reasoning.

3. *Unilateral constitutional amendment*

The bill recognizes Quebec’s unilateral amendment power, which exceeds the scope allowed under sections 41 and 43 of the Constitution Act, 1982. The Supreme Court (Reference re *Senate Reform*) confirms that provinces cannot unilaterally reform constitutional elements affecting the federation, language rights, or judicial architecture.

4. *Incoherent hierarchy of fundamental rights*

By granting normative superiority to French and certain identity-based principles, the bill introduces a hierarchy of rights contrary to the Quebec Charter of Human Rights and Freedoms (arts. 3–10) and Canadian jurisprudence (including *Multani* and *S.L.*).

IV. IMPACT ON INDIGENOUS AND ANGLOPHONE MINORITY RIGHTS

Bill No. 1 significantly undermines linguistic, religious, and Indigenous rights by:

- imposing mandatory, self-validating linguistic interpretation;
- limiting institutional capacity to challenge a law or government action;
- creating personal liability for leaders authorizing judicial recourse;
- omitting Indigenous consultation despite its constitutionally mandated requirement (*Haida Nation*).

These measures contravene, in particular, sections 23 and 24(1) of the Canadian Charter, as well as jurisprudence protecting Indigenous rights under section 35.

1. *Linguistic exclusivity and self-justification clauses*

Bill No. 1 declares French as the “sole common and official language” and provides that any law invoking the Charter of the French Language is deemed compliant.

This automatic presumption of constitutionality conflicts with jurisprudence:

- *Ford v. Quebec* - mandatory judicial review;
- *Doucet-Boudreau* - obligation to ensure the effective realization of minority language rights.

2. *Obstacles to judicial review*

The bill prohibits public bodies - including anglophone school boards and health institutions - from funding constitutional challenges. Additionally, administrators may be held personally liable if they authorize such actions.

These measures compromise:

- section 24(1) of the Charter — the right to an effective remedy;
- access to justice;
- institutional legitimacy;
- democratic accountability.

3. *Indigenous rights and sovereignty*

Bill No. 1 asserts:

- the indivisibility of Quebec;
- the possibility of unilateral self-determination by a 50% + 1 majority;
- without obtaining or seeking the consent of Indigenous nations.

This approach contravenes:

- constitutional rights protected under section 35;
- commitments under the UN Declaration on the Rights of Indigenous Peoples (Canada 2021, c.14);
- the duty to consult confirmed in *Haida Nation*.

4. *Religious freedom and cultural expression*

The normative hierarchy favoring secularism and linguistic conformity disproportionately affects:

- visible minorities;
- Indigenous peoples;
- religious minorities.

The Supreme Court has rejected any approach that diminishes religious freedom in favor of a predominant state value (*Multani*).

V. NEGATIVE EFFECTS ON FRANCOPHONE CITIZENS

The bill does not protect francophones – it isolates them. By restricting language learning and reducing access to judicial remedies, it weakens:

- access to economic, cultural, and international opportunities;
- the ability to challenge government action;
- the social pluralism essential to the vitality of the French language.

1. *Reduction of judicial remedies*

The amendments to the Code of Civil Procedure compromise:

- access to injunctions;
- the ability to challenge state actions;
- the possibility of obtaining effective declarations of invalidity.

This approach conflicts with Supreme Court jurisprudence, notably *Crevier*, *Schachter*, and *Doucet-Boudreau*.

2. *Concentration of legislative power*

The creation of a Constitutional Council appointed by the executive, with no possibility of dissent, evokes the French model without reproducing its guarantees of judicial independence.

This contravenes principles established in *Ell v. Alberta* and *Valente*, which recognize that judicial independence is essential to maintaining the rule of law.

3. *Weakening of institutional accountability*

The personal liability imposed on administrators who authorize constitutional challenges infringes:

- freedom of expression (s. 2(b));
- democratic participation;
- the ability of public institutions to fully carry out their accountability mandate.

4. *Economic and cultural harm*

Restrictions on learning other languages directly harm francophones by:

- reducing professional and economic opportunities;
- limiting international exchange;
- impoverishing cultural diversity;
- weakening their capacity to adapt in a globalized economy.

Paradoxically, this linguistic isolation may contribute to undermining the vitality of French rather than protecting it.

VI. **CONFLICTS WITH DEMOCRATIC PRINCIPLES**

The bill reduces or compromises:

- Accountability;
- the right to challenge government action;
- institutional transparency;
- the expression of dissent;
- the balance of powers.

These setbacks are incompatible with Canadian constitutionalism and the Reference re Secession of Quebec, which requires, among other things, the protection of minorities and negotiations in any constitutional transformation process.

1. *Access to justice*

Restrictions on public challenges violate:

- the principle of the rule of law (*Manitoba Language Rights*);
- the constitutional expectations linked to s. 96 of the Constitution Act, 1867.

2. *Judicial independence*

The requirement of unanimity within the Constitutional Council violates the principles of transparency and independence established in *Valente*.

3. *Freedom of expression and association*

“Declarations of conformity” undermine:

- freedom of expression (s. 2(b));
- freedom of association (s. 2(d));

- the protection of collective expression (*Mounted Police Association*).

4. *Self-determination and minority rights*

The 50% + 1 rule for independence contradicts the Reference re Secession of Quebec, which requires:

- negotiation;
- respect for minorities;
- consideration of Indigenous rights;
- constitutional continuity.

5. *Undermining fundamental democratic principles*

Bill No. 1 weakens:

- public debate;
- dissent;
- institutional checks and balances;
- accountability;
- democratic pluralism.

VII. REVISIONIST AND IDENTITY-BASED DIMENSION

By portraying Canada as an “association of autonomous states,” implicitly rejecting multiculturalism, and downplaying Quebec’s historical plurality, the bill rewrites constitutional, social, and demographic history. This approach is incompatible with the reality of a pluralistic, Indigenous, multilingual, and diverse Quebec.

VIII. RECOMMENDATIONS

In light of the legal, democratic, and social issues identified, the Canadian Party of Quebec makes the following recommendations:

1. Rejection of Bill 1 in its current form.

The bill exceeds provincial jurisdiction and undermines the constitutional framework of Canada.

2. Respect for the Canadian constitutional hierarchy.

The supremacy of the Constitution of Canada cannot be unilaterally altered by a provincial legislature.

3. Protection of fundamental rights without identity-based hierarchy.

The protection of the French language must remain compatible with the individual rights guaranteed to citizens.

4. Preservation of real access to judicial remedies.

No law should restrict the right to challenge state action before the courts.

5. Respect for Indigenous rights and consultation obligations.

Any constitutional or identity-based reform must incorporate the rights set out in section 35 and in the United Nations Declaration on the Rights of Indigenous Peoples.

6. Rejection of institutional subordination of the judiciary to the executive.

Judicial independence must remain at the core of the rule of law in Quebec and in Canada.

7. Promotion of an inclusive and pluralistic constitutional approach.

Quebec's future must be built in a manner that reflects the true diversity of its population and its history.

IX. CONCLUSION

Bill 1 is not a mere symbolic affirmation: it seeks to reconfigure the constitutional order of Quebec and Canada by consolidating a centralized state-driven conception of linguistic identity whose legal foundations would likely not withstand judicial scrutiny. It weakens rights, institutions, democratic safeguards, and the fundamental pluralism that defines Quebec.

In this context, the Canadian Party of Quebec recommends that the National Assembly reject Bill 1.

The Party remains available to present these conclusions in a public hearing.



BIBLIOGRAPHY

- Association of Ontario Mounted Police v. Canada (Attorney General), SCC [2015] 1 SCR 3
- Canadian Charter of Rights and Freedoms, Part I of the Constitution Act, 1982, Schedule B to the Canada Act 1982 (U.K.), 1982, c. 11, s. 91(24)
- Constitution Act, 1867, ss. 91–92 and 96
- Constitution Act, 1982, s. 52.1
- Crevier v. A.G. Quebec et al., SCC [1981] 2 SCR 220
- Doucet-Boudreau v. Nova Scotia (Minister of Education), SCC [2003] 3 SCR 3
- Ell v. Alberta, SCC [2003] 1 SCR 857
- Ford v. Quebec (A.G.), SCC [1988] 2 SCR 712
- Haida Nation v. British Columbia (Minister of Forests), SCC [2004] 3 SCR 511
- Hydro-Ontario v. Ontario (Labour Relations Board), SCC [1993] 3 SCR 327
- Manitoba Language Rights Reference, SCC [1985] 1 SCR 721
- Multani v. Marguerite-Bourgeoys School Board, SCC [2006] 1 SCR 256
- Quebec Constitutional Act 2025, Bill 1, 2nd Sess., 43rd Leg., Quebec, 2025, s. 2
- Reference re Judges' Remuneration, SCC [1997] 3 SCR
- Reference re Quebec Secession, SCC [1998] 2 SCR 217, para. 72
- RJR-MacDonald Inc. v. Canada (Attorney General), SCC [1995] 3 SCR 199
- S.L. v. Commission scolaire des Chênes, SCC [2012] 1 SCR 235
- Schachter v. Canada, SCC [1992] 2 SCR 679
- Senate Reform Reference, SCC [2014] 1 SCR 704
- United Nations Declaration on the Rights of Indigenous Peoples Act, S.C. 2021, c. 14
- Valente v. The Queen, SCC [1985] 2 SCR 673

